11 mai 2007 -17:08

Conseil des ministres du 11 mai 2007

Le Conseil des ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi, le vendredi 11 mai 2007, sous la présidence du Premier ministre Guy Verhofstadt.

Le Conseil des ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi, le vendredi 11 mai 2007, sous la présidence du Premier ministre Guy Verhofstadt.

Le Conseil des ministres a pris les décisions suivantes :

SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale Communication externe
Rue de la Loi 16
1000 Bruxelles
Belgique
+32 2 501 02 11
https://chancellerie.belgium.be

Christophe Springael
Service Rédaction (FR)
+32 2 287 41 92
+32 477 59 14 37
christophe.springael@premier.fed.be

Thomas Ferri
Service Rédaction (NL)
+32 2 287 41 42
+32 471 67 07 73
thomas.ferri@premier.fed.be

.be

© 2020 - news.belgium.be

11 mai 2007 -17:08

Appartient à Conseil des ministres du 11 mai 2007

RDC

Remplacement des véhicules Pandur du bataillon béninois de la MONUC

Remplacement des véhicules Pandur du bataillon béninois de la MONUC

Sur proposition de M. André Flahaut, ministre de la Défense, le Conseil des ministres a pris acte du remplacement des véhicules Pandur du bataillon béninois de la MONUC par des véhicules du type M-113.En effet, les Pandur devront subir, à partir du mois d'août 2007, un programme de transformation dans le secteur industriel civil, pour en faire des véhicules destinés aux unités de reconnaissance. Une équipe de 10 personnes sera nécessaire durant 26 jours.

Publié par SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale Communication externe

.be

© 2020 - news.belgium.be

11 mai 2007 -17:08

Appartient à Conseil des ministres du 11 mai 2007

Diplomatie préventive

Fiinancement d'initiatives en matière de diplomatie préventive sur le budget 2007 du SPF Affaires étrangères

Fiinancement d'initiatives en matière de diplomatie préventive sur le budget 2007 du SPF Affaires étrangères

Sur proposition de M. Karel De Gucht, ministre des Affaires étrangères, le Conseil des Ministres a marqué son accord de financer sur le budget 2007 du SPF Affaires étrangères, les initiatives suivantes en matière de diplomatie préventive :1. Promotion de la paix et réconciliation nationale — KosovoLa Kosovo Property Agency (KPA) a été établie sous l'autorité de la Mission des Nations Unies au Kosovo (UNMIK). La KPA-gazette est un instrument chargé de la communication à propos des conflits en cours et des jugements concernant les propriétés occupées/perdues au Kosovo par le biais d'annexes dans les journaux. Elle est également en charge de la mise à disposition de l'information via les cours de justice et les administrations communales et via un site internet. 2. Promotion de la paix et réconciliation nationale — KosovoLe 23 novembre 2006, le Conseil des ministres a marqué son accord sur le financement de la construction du Centre communautaire « Bosniak Mahala » à Mitrovica. La proposition actuelle concerne un projet de développement d'activités dans ce centre. Deux ONG, l'une kosovar albanaise – Mundësia - et l'autre kosovar serbe – Women's business Association, ont pour objectif d'organiser des cours et des ateliers de formation à destination de 300 personnes issues des différentes communautés du quartier. Le but est d'améliorer leur statut socio-économique et aussi de développer des activités génératrices de revenus. 3. Promotion de la paix et réconciliation nationale — KosovoAvec le support de l'Officier de liaison du TPIY au Kosovo, les ONG Community Building Mitrovica (Kosovo – Mitrovica) et Youth Initiative for Human Rights (Serbie – Belgrade) vont organiser un échange de reportages sur le procès Haradinaj devant le TPIY entre organes de presse kosovars albanais et serbes, tant au départ de La Haye que sur l'impact du procès sur les communautés locales du Kosovo et du Sud de la Serbie.4. Promotion de la paix et réconciliation nationale — CroatieCe projet du Haut Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés (UNHCR) intitulé « Building sustainable communities in the area of return » vise notamment à augmenter la cohésion communautaire et la coexistence dans les régions affectées par la guerre ; à faciliter la réintégration des réfugiés serbes ; à encourager la mise sur pied d'un réseau social au sein de la communauté de réfugiés et, enfin, à prévenir la perte potentielle de ressources humaines dans les zones de retour. Le HCR organisera dès lors différents séminaires et rencontres (individuelles ou par groupes restreints) ou encore des formations pour définir les besoins, partager les expériences.5. Promotion des droits humains — TurquieLe projet de l'ONG turque KA-MER-DER (Kadin Merkezi Danisma Denergi) vise à l'amélioration de la condition des femmes du Sud-Est de la Turquie et à leur émancipation par le biais de différents programmes. Ce projet vise un double objectif : permettre aux femmes de s'interroger sur leur statut traditionnel et les assister dans leur processus de changement à travers le « Programme of Group

Activities Designed for Consciousness about Human rights of Woman » ainsi que répondre aux demandes premières et urgentes des femmes victimes de violence et créer une structure qui pourra les soutenir.6. Promotion des droits humains — TurquieL'ONG turque ARI développe de nombreux projets visant à sensibiliser la jeunesse turque à une meilleure conception de la démocratie, à une plus grande participation dans le système démocratique et une meilleure connaissance de l'UE. Son projet « Raising Awareness on the Importance of Voting » concerne l'organisation d'une large campagne médiatique visant à encourager les jeunes à voter, au travers de panneaux publicitaires, d'annonces dans les journaux, de jingles à la radio, de publicités sur internet et de conférences. 7. Promotion de la paix et réconciliation nationale — TunisieLa Fondation Temimi pour la recherche scientifique et l'information organisera dans le courant de 2007 un congrès sur « le Rôle des institutions scientifiques et des sociétés civiles dans le dialogue multiculturel et l'échange euro-maghrébin ». Ce thème traitera des différentes et futures problématiques de ce dialogue et dont, jusqu'à aujourd'hui, on a pu définir les règles et fondements essentiels.8. Promotion des droits humains — MarocCe projet de l'Asbl CADRE (Centre d'Action pour le Développement des Relations euro-méditerranéennes) vise à sensibiliser la population jeune (8–16 ans) et vulnérable des régions Chaouia-Ourdigha et de Tadla-Azilal sur les dangers de l'émigration clandestine (périls rencontrés en chemin, diificultés de vie en Europe en tant que clandestin, etc.) au travers d'activités et d'outils pédagogiques et ludiques adaptés.9. Promotion de la paix et réconciliation nationale — IrakLa protection du personnel de la Mission d'Assitance des Nations unies en Irak (UNAMI) se décline en trois niveaux : l' « inner ring » ou protection rapprochée assuré par des militaires fidjiens et financé par les NU, le « middle ring » ou protection intermédiaire assuré par des détachements roumain et géorgien financé par un trust fund créé en 2004 et enfin l'« outer ring » assuré par la MNF-I. Les fonds du trust fund de financement du « middle ring » sont à présent épuisés. Les Nations unies ont donc fait appel aux bailleurs traditionnels de ce fonds mais également à la Belgique en tant que Membre du Conseil de Sécurité. 10. Promotion des droits humains — VietnamL'ONG Maison du Droit franco-vietnamienne organisera trois séminaires sur le métier d'avocat dans trois villes (Hanoi, Hochiminh-Ville et Hué – environ 50 participants pour chaque session). Le but de ces séminaires est la sensibilisation des avocats vietnamiens à l'importance de leur tâche en tant que défenseurs des libertés mais également d'attirer leur attention sur des questions telles que, par exemple, la déontologie de la profession.11. Promotion des droits humains — IndeL'ONG indienne National Domestic Worker's Movement, créée par la Soeur belge Jeanne Devos, propose de mener dans un certain nombre de villages – encore à identifier – de l'Etat du Maharashtra (Inde) un projet qui vise deux objectifs spécifiques : 1) le renforcement des capacités des organisations communautaires et des acteurs impliqués dans la prévention de l'exploitation des femmes et des enfants ; et 2) organiser l'accueil, la protection et les services offerts aux femmes et enfants sauvés du trafic des êtres humains. 12. Promotion des droits humains — Amérique centraleCe projet région dans 6 pays d'Amérique centrale, élaboré par l'Organisation mondiale pour les migrations en collaboration étroite avec The Central American Network against Violence against Women, a pour but de rassembler au cours de workshops les organisations féminines gouvernementales et non-gouvernementales des pays concernés. Elles y apprendront les méthodes pour accueillir de la façon la plus adéquate les victimes du trafic d'êtres humains. A l'heure actuelle dans la région, le trafic des femmes n'est toujours pas considéré tant par les autorités que par la société civile comme un problème d'exploitation. Il n'existe donc aucun programme de protection de ces victimes.13. Démocratisation — RwandaBien qu'initié par la Coopération au Développement canadienne, ce séminaire sur le journalisme d'enquête à destination d'une vingtaine de

journalistes rwandais de différents médias, est cependant financé notamment par la Commission européenne. Les thèmes de cette formation sont les instruments, la méthodologie et l'éthique pour un reportage transparent. Un des résultats attendus sera la création d'un réseau d'échange par lequel les journalistes pourront s'échanger leurs expériences journalières.14. Prévention des conflits et arbitrage — ACUNS summer schoolL'Academic Council on the United Nations System (ACUNS) est une assemblée d'académiciens et de praticiens intéressés par les thèmes liés aux Nations Unies. Ce workshop de 12 jours organisé à Bruxelles en juillet prochain a pour but d'établir le constat de la coopération entre les Nations unies et les organisations régionales (UE, OTAN, OSCE) en matière de prévention des conflits, de gestion de crise et consolidation de la paix post-conflictuelle. Le but poursuivi étant l'amélioration de l'efficacité de cette coopération. Le programme de ce workshop a été élaboré en concertation du Service Nations Unies du SPF Affaires étrangères.15. Renforcement de l'état de droit — Bosnie-HerzégovineLe Conseil des Ministres du 29 avril 2005 a décidé de détacher le juge belge Georges Renierauprès de la Cour d'Etat de Bosnie-Herzégovine à partir du 1er juillet 2005 (jusqu'au 30 juin 2006). Cette Cour joue un rôle important dans la lutte contre le crime organisé et la corruption. Le mandat du juge Reniers a été prorogé du 1er juillet 2006 au 30 juin 2007. Son mandat est cette fois proposé pour une prorogation de 2 ans jusqu'en avril 2009. La proposition de financement ne concerne toutefois que la première année soit jusqu'en avril 2008. Une nouvelle demande de financement sera introduite en 2008 pour la fin de son mandat. Le SPF Justice est disposé à continuer de payer l'indemnité mensuelle de Monsieur Reniers. Une indemnité complémentaire (2.000 euros/mois) sera prise en charge par le SPF Affaires étrangères.16. Prévention des conflits et arbitrage — Conférence Israël-PalestineCette conférence intitulée « Europe and the Resolution of the Arab-Israeli conflict : A New Partnership for Peace » est organisée par AIM (Action in the Mediterranean) à Bruxelles et a pour but de réunir des parlementaires, des responsables de la société civile ou du secteur privé ainsi que des journalistes, tant israéliens que palestiniens afin de réfléchir ensemble à une issue pour le processus de paix dans la région et au role que l'Union européenne peut y jouer.17. Droits économiques et sociaux des femmes et leur insertion dans les circuits de l'emploi - MarocUne meilleure participation des femmes aux circuits de l'économie (et singulièrement à la population active) est essentielle à la promotion d'un développement économique et social harmonieux. C'est la tâche assignée au projet GEDES de l'Association Marocaine pour la promotion de l'entreprise féminine, qui d'une part informe les femmes de leurs droits (droits au travail, droits sociaux ...) et oeuvre à l'insertion de celles d'entre elles en situation précaire dans les circuits du travail du commerce.18. Sensibilisation de la jeunesse aux droits de l'homme par la fondation Juzoor – PalestineCe projet vise la formation en droits de l'homme pour 80 jeunes Palestiniens via deux « summer camps » en Cisjordanie et à Jerusalem, utilisant les travaux du Conseil de l'Europe comme référence.19. Contribution au droit à la santé mentale dans les territoires occupés –Israel/PalestineLe projet vise à la sensibilisation au droit à la santé mentale via des spots radios (visant quelque 10.000 auditeurs) d'une population palestinienne soumise à une dure pression psychologique du fait de leur environnement politique et socio-économique.20. Personnes déplacées Diyarbakir - TurquieLe projet vise à créer des synergies entre les ONG actives dans différents secteurs d'assistance à la population, les barreaux d'avocats et les universités locales des régions les plus pauvres de la Turquie méridionale et orientale, dans le but de développer et de proposer des solutions durables. Le projet se base sur la recherche pour développer des projets d'assistance dans les zones urbaines et rurales les plus pauvres et pour créer des modèles réalistes basés sur les conditions existantes.

Publié par SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale Communication externe

© 2020 - news.belgium.be

11 mai 2007 -17:08

Appartient à Conseil des ministres du 11 mai 2007

Achat de matériel pour la police intégrée

Marché public pour l'acquisition, la livraison, l'entretien hardware et le support software de terminaux de paiement mobiles au profit de la police intégrée et des services de contrôle des autorités fédérales

Marché public pour l'acquisition, la livraison, l'entretien hardware et le support software de terminaux de paiement mobiles au profit de la police intégrée et des services de contrôle des autorités fédérales

Sur proposition de M. Patrick Dewael, ministre de l'Intérieur, le Conseil des ministres a marqué son accord sur le lancement d'un marché public pour l'acquisition, la livraison, l'entretien hardware et le support software de terminaux de paiement mobiles au profit de la police intégrée et des services de contrôle des autorités fédérales. La police fédérale intervient ici en tant que centrale d'achat. Le marché public s'étalera sur une période de trois ans pour la partie investissement et sur une période de cinq ans pour la partie entretien et support.

Publié par SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale Communication externe

© 2020 - news.belgium.be

11 mai 2007 -17:08

Appartient à Conseil des ministres du 11 mai 2007

Mobilier ergonomique

Reconduction du marché public pour la livraison et le placement de mobilier ergonomique destiné aux services publics

Reconduction du marché public pour la livraison et le placement de mobilier ergonomique destiné aux services publics

Sur proposition de M. André Flahaut, ministre de la Défense, le Conseil des ministres a marqué son accord pour la reconduction du marché public attribué à Pami nv pour la livraison et le placement de mobilier ergonomique destiné aux services publics dans tout le pays. Le montant du marché dépasse non seulement les estimations initiales mais aussi le seuil de 11.000.000 d'euros, si bien que l'autorisation du Conseil des ministres est nécessaire. Le contrat a débuté le 7 octobre 2005 et sera prolongé d'un an à partir du 7 octobre 2007.

Publié par SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale Communication externe

© 2020 - news.belgium.be

11 mai 2007 -17:08

Appartient à Conseil des ministres du 11 mai 2007

Eufor Althea

Engagement de personnel belge au Quartier-Général de l'Eufor Althea

Engagement de personnel belge au Quartier-Général de l'Eufor Althea

Sur proposition de M. André Flahaut, ministre de la Défense, le Conseil des ministres a approuvé l'engagement opérationnel de deux sous-officiers belges en Bosnie-Herzégovine au sein du QG Eufor Althea à Butmir, pour la période du 1er juillet 2007 au 30 juin 2008.

Publié par SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale Communication externe

.be

© 2020 - news.belgium.be